

La vie au Liban (1)

Les désespérés de la guerre

♦ Elle commence à faire vraiment mal, maintenant, la guerre au Liban!

J'exagère, mais à peine. La crise au Liban, en effet, c'est pour l'instant, d'abord et avant tout la chute de la livre libanaise qui, en trois ans, a perdu 12.000 pour 100 de sa valeur par rapport au dollar américain.



Tout le reste en découle, à commencer bien sûr par la vie quotidienne.

Elle a ruiné tout le monde, en tout cas ceux qui, envers et contre tout, ont gardé foi en la monnaie nationale et ont en conséquence épargné en livres libanaises. Et ils sont légions, notamment dans les classes moyennes littéralement en voie de disparition, et dans les milieux défavorisés.

Les jeunes ont les reins littéralement cassés avant même d'entrer dans la vie. Ils n'ont absolument aucun espoir. La détresse se devine pratiquement dans tous les regards, même quand on rit et sourit.

Pratiquement tous les plaisirs de la vie leur sont exclus.

Un enfant de la guerre

Tony Z. en a gros sur le cœur. Il est un enfant de la guerre. La paix, connaît pas. Il n'est jamais allé à l'étranger. Il a 20 ou 21 ans. Il est allé à l'école et continue d'ailleurs ses études. Mais combien d'années scolaires inachevées parce que le village a été détruit, parce que la famille a dû s'exiler ou que les cours sont suspendus pour une raison ou pour une autre. Il persiste à continuer ses études parce qu'il n'a rien à perdre.

« Je n'ai pas eu de jeunesse », me dit-il. Il ne se plaint pas, il ne fait que raconter, comme tous ceux qui finissent par parler. Il ne sollicite pas la pitié. Quand on parle du malheur qui frappe le pays, on le fait pudiquement presque avec honte d'être si indiscret. Il a fait la guerre dans les Forces Libanaises, la milice chrétienne. Il allait à l'école le matin, travaillait au magasin d'appareils électriques de son père l'après-midi et une partie de la soirée, et allait au front la nuit. « Je dormais dans le taxi », dit-il.

Il faudrait que la situation soit grave et désespérée pour qu'il reprenne les armes. Il est sur la liste de réserve des Forces libanaises, mais le cœur n'y est plus depuis que les chrétiens se sont battus entre eux en 1985 et en 1986.

Et l'avenir?

Il n'en voit pas. Faut surtout pas penser au mariage. « Comment avoir une maison, la meubler, avoir des enfants, les envoyer à l'école les soigner, avec \$1,00 par jour » alors que les programmes sociaux de toutes sortes sont inexistantes et que l'école, même primaire, coûte une fortune.

La famille est l'institution de base au Liban. Hors du mariage, de la famille, point de salut. Et ne pas se marier, au Liban, c'est presque une catastrophe sauf si c'est pour demeurer avec père et mère pour les aider.

Au Liban, en effet, on ne quitte le giron familial que pour se marier, émigrer ou être un marginal et être traité comme tel. Le célibataire est un empêchement de danser en rond. On l'invite peu parce qu'on ne sait où le placer à table. On le perçoit presque comme une « épave » en devenir parce qu'il n'aura pas d'enfants sur qui, plus tard s'appuyer. Au Liban, les particuliers paient peu d'impôts, mais on ne compte pas non plus sur l'assistance publique presque inexistante. Quant on pense au mariage, on pense aussi beaucoup à assurer ses vieux jours.

Un encadrement étouffant

L'encadrement familial semble presque étouffant, mais c'est grâce à lui que malgré tout les Libanais surmontent les péripéties de la guerre. La guerre a déplacé un

Les affrontements commencent à peser lourdement sur la vie des Libanais. La monnaie nationale a subi de très fortes dévaluations depuis trois ans. Tout coûte plus cher. Beaucoup plus cher. Si bien que les jeunes ont perdu espoir de s'en sortir mais leur malheur fait le bonheur des « nouveaux riches ». Le seul phare qui demeure, c'est la famille. Un encadrement autoritaire et presque étouffant. Dans une série d'articles qui débute aujourd'hui, René Beaudin qui revient d'un séjour de deux mois et demi au Liban fait le point.



La famille est l'institution de base au Liban. Hors du mariage, de la famille, point de salut.

tiers de la population, mais une grande partie de ces « sans-abri » a trouvé refuge chez un parent, chez un cousin ou une cousine, chez un frère ou une sœur. Ce n'est certes pas une situation idéale, mais c'est quand même mieux que de « pourrir » dans un camp de réfugiés. La famille fournit ainsi un refuge et un soutien qui permet au Liban de passer à travers bien des choses.

C'est grâce à elle que pour l'instant la criminalité reste insignifiante

au Liban, qu'on ne voit pratiquement pas de quéteurs sur la rue, que la consommation de drogue demeure marginale et très cachée, même si le kilo de haschich ne coûte que \$150. Je me suis fait moins offrir de drogue et on m'a quêté de l'argent moins souvent en deux mois et demi au Liban, qu'en une seule journée ici, à Québec. Y a pourtant bien moins de police à Beyrouth que sur la rue Saint-Jean. C'est aussi vrai dans le secteur musulman que dans le secteur chrétien de la capitale libanaise.

Familial et totalitaire

L'encadrement familial va encore plus loin. Il est plus « totalitaire » chez les musulmans que chez les chrétiens, notamment parce que l'on y fait beaucoup plus d'enfants et que la notion de chef de famille est ici nettement plus significative. La famille la-bas c'est un clan plus ou moins dominé par un patriarche, le frère aîné, le père, le grand-père et l'arrière-grand-père et que l'on consulte sur toutes les grandes décisions à prendre.

Chaya R. est un jeune druze

dans la vingtaine qui habite Beyrouth-Ouest. Il vit avec sa mère et ses six frères et sœurs. Son frère aîné joue le rôle du chef de famille en l'absence du père tué par la guerre il y a quelques années et du grand-père qui habite en campagne dans le Chouf. Il est milicien du P.P.S., le parti progressiste socialiste de Walid Jumblatt. L'hiver dernier il a participé à la bataille de Beyrouth-Ouest entre druzes et chiites à l'issue de laquelle finalement les troupes syriennes sont entrées dans le secteur musulman de

L'arrogance des «nouveaux riches»

♦ Les « nouveaux riches » ont aussi leur mot à dire. Ils sont à la fois parasites et planches de salut.

Qui sont ces « nouveaux riches »?

Ce sont les « pillards » du début de la guerre. Ceux qui, en une nuit, ont vidé le port de Beyrouth de toutes ses « richesses », environ \$1,5 milliard de l'époque. Les Phalangistes, la principale milice chrétienne de l'époque aujourd'hui intégrés aux Forces Libanaises, éminent des « permis de pillage » autorisant leur détenteur à remplir leur camion de tout ce qu'ils pouvaient trouver dans le port moyennant une « taxe » de 5.000 ou 10.000 livres, (\$2.000 ou \$4.000), selon la grosseur du camion. Il y a eu beaucoup d'appelés et beaucoup d'élus.

Des centaines voire des milliers de grandes et petites fortunes virent ainsi le jour en quelques heures « complètement folles ». Quant on vous parle de cette « belle époque », on a encore l'eau à la bouche et les larmes aux yeux.

Mais ce sont aussi les trafiquants de toutes sortes qui ont fait du Liban et de Beyrouth la plaque tournante des commerces les plus douteux.

Enfin et surtout ce sont ceux-là qui, au plus fort de la guerre, ont fait fortune notamment dans les pays du Golfe. Payés en « devises fortes », ils ont épargné aussi en devises fortes. La fin du « boom » pétrolier mais aussi une vie de moins en moins coûteuse les a ramenés au bercail. Ce sont surtout des ingénieurs et des techniciens de toutes sortes.

Ils sont faciles à reconnaître, avec leurs grosses médailles dorées, leur chemise béate. Ils ont une voiture de l'année, de préférence une Mercedes, symbole au Liban de la réussite sociale. Ils ont au moins un téléphone dans leur voiture. Et croyez-moi, ils se font

remarquer et injurier quand d'habitude, ils ralentissent la circulation sur les autoroutes ou un coin de rues important pour se faire voir au téléphone. Ils habitent entre autres à Jounieh dans ces condos tapés-à-l'œil du bord de mer. Ils constituent le gros de la clientèle du fameux complexe balnéaire « Aqua Marina », à Jounieh.

Ils ont ramené avec eux beaucoup de dollars. Ils aident sans doute beaucoup de monde. Mais c'est aussi eux que l'on tient responsable de la chute de la livre libanaise. C'est de leurs rangs, m'a-t-on expliqué à plusieurs reprises, que sortent tous ces spéculateurs dont les agissements comptent pour beaucoup dans l'actuelle crise monétaire.

La spéculation

Elie Assaf est économiste et constitutionnaliste à l'Université de la Sagesse de Beyrouth-Est. L'homme a une montagne de diplômes et de titres qu'il énumère avec précision. Ce qui est quand même plus valorisant ou moins indécrot que d'exhiber ses dollars.

C'est un non-fumeur et il n'en a pas honte. C'est une bête rare dans un pays où les non-fumeurs n'ont qu'un droit, celui de ne pas fumer. Heureux pays où, en même temps que l'on vous sert le café, on dépose devant vous un cabaret avec toutes les marques de cigarettes disponibles dans le pays.

C'est quand même un économiste brillant dont la clarté n'est pas la moindre des vertus. Durant la belle époque encore-toute proche où le dollar ne valait que 140 livres libanaises, Elie Assaf estime qu'il devrait normalement ne valoir que 80 ou 100 livres libanaises.

« Les 40 ou 60 livres supplémentaires sont essentiellement causées par la spéculation et l'instabilité politique ».

Les spéculateurs sont légions. On abandonne des professions

normalement lucratives, la médecine, le droit, l'enseignement, le génie, mais peu prometteuses parce que les honoraires ou les traitements sont payés en livres libanaises, pour ouvrir un bureau de change, établissement commercial comme un autre aujourd'hui aussi fréquent à Beyrouth que les dépanneurs à Québec. Et c'est rentable. Les foules savaient ce qu'elles faisaient, lors des émeutes du début du mois à Beyrouth-Ouest, elles ont pris d'assaut les bureaux de change et le siège de la Banque du Liban.

« En l'absence de mécanismes de distribution, explique Elie Assaf, les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres ». Les classes moyennes, ajoutait-il, ont été frappées de plein fouet par cette dépréciation.

Les classes moyennes

A Achrafieh et à Sursock, on regarde les « nouveaux riches » de haut.

Dans cette espèce de quartier Montcalm ou de Sillery de Beyrouth-Est, avec la Place Sassine qui tient lieu de rue Cartier, même si spontanément elle fait davantage penser à la Place d'Youville avec ses autoroutes, ses boulevards et ses grandes artères qui aboutissent à un même carrefour, on vit presque à une autre époque. Porter le « short » demeure encore mal vu même si l'on n'est ici qu'à quelques minutes du bord de mer.

Ancienne ville dortoir de la capitale libanaise, Achrafieh s'est progressivement transformée en centre-ville depuis que Beyrouth-Ouest est inaccessible au commun des mortels. Mais Achrafieh conserve sa sévérité ou sa dignité d'avant-guerre.

Achrafieh, c'est le quartier des classes moyennes où sont installés universités, universitaires, intellectuels et artistes de toutes sortes, couvents et musées. Les patriarats



« Les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres », affirme l'économiste Elie Assaf.

de quelques-unes des grandes confessions chrétiennes y ont leur siège. Les « anciens riches », les grandes familles y ont leur maison de ville.

La-bas, vous ne verrez jamais de quelques-unes des grandes confessions chrétiennes y ont leur siège. Les « anciens riches », les grandes familles y ont leur maison de ville.

D'Achrafieh et de Sursock, on dirige sur les nouveaux venus de Dora, de Sinn El Fil, et de toutes ces municipalités plus récentes, presque neuves, qui ceinturent Beyrouth-Est, un regard hautain. Comme à Hamra, le quartier huppé de Beyrouth-Ouest, où le sunitte, seul vrai citoyen musulman,

la capitale libanaise. Il n'avait dit ni à sa mère ni à son frère aîné qu'il allait se battre. Accroc à la discipline cherement payé. Pour le punir on lui a interdit d'aller voir le film « Platoon ».

Tout cela est encore plus vrai aujourd'hui, dans ce pays déjà traditionnaliste au possible. Le caractère confessionnel de la guerre a exacerbé les réflexes conservateurs et religieux, même si, par ailleurs, douze ans de guerre, d'anarchie et de brassements sociaux de toutes sortes ont changé beaucoup de choses.

Appelons-le Claude. Lui aussi est un jeune chrétien de Beyrouth-Est. Il a perdu une jambe lors d'un bombardement. Sa jambe artificielle coûte une fortune à sa famille. Il a une petite amie, mais il voit venir le jour où il ne pourra même plus sortir avec elle parce qu'il trouve inconcevable de lui laisser payer ses dépenses.

Rachid X. est un jeune musulman au tout début de la vingtaine. Il n'a connu que la guerre. Il a fréquenté l'école bien sûr, il habite Beyrouth-Ouest. Ici pas question de renoncer au mariage. Comme chez les chrétiens, le mariage est une nécessité sociale, mais c'est en outre un devoir religieux. Dans le monde musulman, se marier et avoir des enfants, c'est déjà gagner la moitié de son ciel. Mais Rachid garde les pieds sur terre. Il se mariera certes, mais il n'aura qu'une épouse et quatre ou cinq enfants. « Pas plus ».

« Jettez un Libanais à la mer, il en ressortira avec un poisson dans la bouche ». Mot d'humour qui en dit long sur la capacité des Libanais de se sortir du plus mauvais pas ou de tirer profit de situations apparemment les plus désespérées. Est-ce encore vrai? Possible mais le poisson devient plutôt petit ou en tout cas on risque d'avaler beaucoup d'eau salée avant d'en attrapper un.

La dispora heureusement est là. Un très grand nombre de Libanais ont de la famille à l'étranger sur laquelle en ces temps difficiles on peut compter pour fournir une assistance financière en « devises fortes ».

regarde avec dédain l'« assiegeant » chiite qui, de la banlieue-sud, prend « sa » ville d'assaut. Ici, à Hamra, la « République islamique » a aussi mauvaise presse qu'à Beyrouth-Est.

A Hamra, comme à Achrafieh et Sursock, les « nouveaux riches » sont mal vus. Leur richesse est douteuse et la façon de l'exhiber manque de panache. La richesse est faite pour être exhibée, après tout on est au Liban, mais tout est dans la manière.

On a l'impression qu'en décapitant la livre libanaise, c'est le pays dans son entier qu'on assassine.

Dans ce pays de marchands, de commerçants, de trafiquants de toutes natures, la stabilité monétaire tient lieu de ciment national. Le Liban a survécu à la guerre et à l'anarchie grâce aussi à elle. Aujourd'hui, elle tombe en lambeaux. Le Liban l'accompagnera-t-il dans sa descente aux enfers?

LES DOSSIERS



Dans certains quartiers de la Vieille Capitale, les maisons n'ont pas été réévaluées depuis une trentaine d'années.

Les taxes municipales Des injustices criantes à Québec

Pour corriger les effets des hausses brusques des comptes de taxes municipales en 1988, le ministre des Affaires municipales vient de proposer un plafonnement de l'évaluation foncière. Mais en cherchant à rétablir un juste équilibre sur l'île de Montréal, le ministre Bourbeau risque de perpétuer une injustice à Québec, a constaté Pierre Martel.

Le ministre des Affaires municipales du Québec, M. André Bourbeau, semble s'être engagé dans un joli bourbier lorsqu'il a promis, le 6 août dernier, de légiférer cet automne pour corriger les hausses brusques de comptes de taxes.



par
Pierre
MARTEL

A l'issue des assises Québec-municipalités, le ministre a promis de faire adopter cet automne des modifications permettant de réduire les effets des hausses brusques des comptes de taxes pour l'année financière 1988. Deux de ces amendements sont connus. Ce sont l'étalement du compte de taxes et le plafonnement de l'évaluation foncière.

L'idée d'un étalement du compte de taxes est bien reçue par tout le monde. Il s'agit, moyennant certaines conditions, de répartir l'augmentation des taxes sur un certain nombre d'années pour permettre aux personnes âgées de continuer à vivre dans leur maison et de refiler la facture à l'acquéreur éventuel de la propriété.

En ce qui concerne le plafonnement de l'évaluation foncière, c'est une toute autre histoire. C'est une mesure qui, pour l'essentiel, s'appliquera de la façon suivante: si l'évaluation d'une propriété devait doubler en raison de l'application des nouvelles normes, la loi établirait des balises (un certain seuil) pour empêcher que le compte de taxes du propriétaire ne double également. Pour fins de compte de taxes, l'évaluation ne pourra donc pas dépasser un certain pourcentage.

Les spécialistes de la question ainsi que certains maires de la région de Québec estiment que le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et maire de Québec, M. Jean Pelletier, lui en a «passé une vite» par l'entremise du maire de Montréal, M. Jean Doré.

Il faut se rappeler que les hausses brusques du compte de taxes ont amené de très fortes contestations tout particulières.

ment sur l'île de Montréal au cours des dernières années. Ces hausses ont été causées essentiellement par deux facteurs: les nouveaux rôles d'évaluation et la spéculation dans le secteur résidentiel. Cette spéculation a entraîné un déplacement du fardeau fiscal des commerces et des industries vers les maisons dont la valeur s'est accrue beaucoup plus fortement que celle des autres catégories d'immeubles.

Cette situation a amené les élus de la région de Montréal et les dirigeants de l'UMQ à réclamer du gouvernement québécois des mesures pour rétablir l'équilibre. En même temps, un comité technique élargi sur la fiscalité a été mis sur pied afin de trouver des mesures concrètes. Formé de fonctionnaires du ministère des Affaires municipales, de représentants de l'UMQ et de représentants de l'Union des municipalités régionales de comté (UMRCQ), ce comité a recommandé certaines mesures dont les deux que le ministre a retenues lors des assises Québec-municipalités.

Injustice

Le plafonnement de l'évaluation foncière est une mesure susceptible de freiner le phénomène des déplacements fiscaux à Montréal. Elle est acceptable pour la métropole parce qu'elle ne créera pas d'injustice.

Dans la ville de Québec, la situation est toute autre. Si on applique le plafonnement de l'évaluation foncière pour des fins de taxation aux contribuables appelés à subir de trop fortes hausses d'évaluation, on créera un autre type de déplacement fiscal. Donc, on risquera de perpétuer une injustice.

Il est de notoriété publique, dans la vieille capitale, que les propriétés des quartiers annexés de Duberger, les Saules, Neufchâtel et Charlesbourg-ouest (DSNCO) sont évaluées à environ 90 pour 100 de leur valeur réelle. Ils paient donc un compte de taxes plus élevé que les contribuables des quartiers de la vieille ville, où les immeubles sont évalués à seulement 40 ou 50 pour 100 de leur valeur réelle. Certaines maisons n'avaient pas été inspectées par les évaluateurs depuis 1950.

Les propriétaires de DSNCO

attendent depuis quelques années le rôle nouvelle génération, préparé selon des critères scientifiques uniformes qui sera déposé le 15 octobre. Cela devrait signifier que la quote-part payée par leurs concitoyens des vieux districts serait augmentée pour partager plus équitablement la facture.

Or, le projet de loi du ministre Bourbeau vient remettre en question leurs attentes. En plafonnant les hausses d'évaluation à un certain niveau, cela signifie que les hausses du compte de taxes seront moins élevées que prévues. Les propriétaires de DSNCO vont donc rester sur leur appât.

En voulant freiner le déplacement fiscal des secteurs commercial et industriel vers le domaine résidentiel, le projet de loi du ministre va entraîner, à Québec, un déplacement fiscal des vieux quartiers vers les résidents des districts DSNCO. Mais, en même temps, la mesure vient désarmer une bombe politique qui risquait d'exploser au visage du maire Pelletier. Sans plafonnement, la contestation aurait été très forte.

Delai

Par ailleurs, la permission qui vient d'accorder à la CUQ le ministre Bourbeau de reporter du 15 septembre au 15 octobre le dépôt des rôles d'évaluation nouvelle génération de Québec et Sainte-Foy vient compliquer la situation. Précisons cependant que le ministre n'avait pas le choix. En vertu des dispositions de la loi, il se devait de répondre positivement à la demande de la CUQ.

Le ministre doit déposer son projet de loi vers le 20 octobre et la CUQ doit déposer le rôle le 15 octobre. Cela laisse très peu de temps aux contribuables des nouveaux quartiers pour comprendre la situation et contester le projet de loi que M. Bourbeau a promis de faire adopter avant la fin de l'année pour que les mesures soient en vigueur pour l'année 1988.

Tout ce contexte a soulevé des inquiétudes chez les députés libéraux de la région. Plusieurs ont cru bon de s'informer auprès des maires de la CUQ, au cours des derniers jours, afin de vérifier si le ministre des Affaires municipales ne s'était vraiment pas «fait passer une vite» par le maire de Québec et président de l'UMQ.

Un synode sur les laïcs... sans les laïcs

En octobre, le pape et les évêques délégués de tous les pays discuteront, à Rome, de la place des laïcs dans l'Église catholique. Un synode sur les laïcs... sans les laïcs reste un véritable défi à relever, ont constaté les évêques canadiens réunis en assemblée plénière à Ottawa, cette semaine. D'autant que les récents propos du pape aux États-Unis montrent qu'il ne faut pas trop espérer un changement dans la structure «clers-laïcs». Jean Martel fait le point.

Un synode sur les laïcs sans les laïcs, voilà le défi que devront relever les évêques qui iront à Rome en octobre prochain pour participer au synode de l'Église catholique. Des évêques délégués de tous les pays y étudieront la «vocation et la mission des laïcs dans l'Église et dans le monde vingt ans après le concile Vatican II».



par
Jean
MARTEL

D'ailleurs, les évêques canadiens ont bien relevé cette faille dans le synode, au cours de leur assemblée plénière qui s'est déroulée cette semaine à Ottawa. Ils se sont proposé d'en souligner l'ambiguïté et de souhaiter qu'à l'avenir tout le peuple de Dieu (évêques, prêtres, religieux et laïcs) soit présent à un tel événement.

L'âge adulte?

Quoi qu'il en soit, ce synode met en évidence un problème encore plus profond: la division des catholiques en deux catégories: les clercs et les laïcs. Cette situation, dénoncée par plusieurs, dont le théologien de Montréal, Rémi Parent, dans son livre *Une Église de baptisés*, maintient les laïcs dans un état d'infériorité. Le synode permettra-t-il aux laïcs d'atteindre «l'âge adulte» dans l'Église, c'est-à-dire de devenir pleinement responsables de l'Église dont ils font partie?

Une consultation effectuée auprès des catholiques du Québec a révélé que les plus conscients d'entre eux souhaitent la fin de cette division en clercs et laïcs. Cette séparation, disent-ils, conduit en droite ligne à la conception selon laquelle l'Église appartient aux clercs et le monde aux laïcs. Bref, d'un côté le spirituel, de l'autre le temporel.

L'infériorité des laïcs dans l'Église est un phénomène ancien, et il faudrait revenir aux siècles passés pour en trouver l'origine. Le fait de faire de la messe le pôle de référence du chrétien a défavorisé le laïc. Cela l'a maintenu dans un rôle second, le prêtre occupant toute la place.

D'ailleurs, le fait que l'Église

ait considéré l'assistance à la messe du dimanche comme le signe du bon chrétien a donné au prêtre qui célèbre la messe un rôle éminent. Il devenait l'homme nécessaire, celui sans qui on n'est pas chrétien, celui qui distribue le sacré; le laïc était celui à qui il manquait quelque chose. L'état laïc était perçu comme un «moins» par rapport à l'état clérical vu comme un «plus».

C'est un peu contre cette conception que les évêques canadiens veulent présenter une proposition originale au synode d'octobre. Ils signaleront qu'être chrétien ne signifie pas seulement aller à la messe dominicale. Pour eux, la pratique de la justice et de la charité est, par exemple, un élément de la vie chrétienne.

Un lieu de chrétienté

Des laïcs déplorent que la vie dans le monde ne soit pas considérée comme un lieu de chrétienté, un lieu où peut se réaliser l'Évangile. Cela a été particulièrement mis en évidence par des catholiques du Canada anglais pendant la consultation qui a été menée auprès d'eux. Ils ont constaté que le travail est considéré comme à l'extérieur du cadre de la foi. En d'autres mots, le travail n'est pas perçu comme un lieu d'exercice de la vocation laïque, comme partie prenante de l'Église.

La division qu'on a toujours faite entre le «sacré» et le «profane» n'est pas étrangère à cet oubli. On considère la prière comme un acte sacré, tandis qu'on perçoit le travail comme une tâche profane. Obligé de travailler pour gagner sa vie, le laïc se voit donc «réduit» à passer la plus grande partie de son existence dans des activités terre à terre, sans valeur religieuse.

De nombreux faits illustrent cette négation du monde comme lieu de chrétienté. Un évêque du Québec rappelait à ses prêtres réunis pour une journée d'étude que le «Saint-Esprit était parmi eux». Pourquoi n'en dit-on pas autant quand les ex-employés du manoir Richelieu manifestent dans les rues de Pointe-au-Pic?

On a affirmé maintes et maintes fois que le Saint-Esprit accompagnait les évêques au concile Vatican II. Et si jamais il accompagnait de nombreux couples catholiques qui recourent aux moyens contraceptifs! Mais cela,

on ne le dit pas. C'est comme si les seuls clercs bénéficiaient de cette aide spirituelle particulière. Le monde laïc et séculier, comme le dit Rémi Parent, semble ne rien représenter dans la vision de l'Église.

Prise de parole

La consultation effectuée auprès des catholiques québécois exprime une revendication majeure. Ils réclament tout simplement le droit de parler sur tout ce qui les concerne dans l'Église et celui de participer à tous les niveaux de décision.

Cela ressemble à une véritable vague de fond, parce qu'elle va à l'encontre de tout ce qui se vit dans l'Église depuis des siècles. Les clercs ont monopolisé l'avoire, le savoir et le pouvoir, dit Rémi Parent. Ce sont eux qui ont défini le bien et le mal, qui ont dit en quoi consiste la vraie religion, qui ont défini les enjeux, les défis. Les laïcs ont écouté.

Le prêtre est devenu le critère de la chrétienté. Plus il y avait de prêtres, meilleur chrétien on était. Pendant longtemps, c'est par ce critère qu'on évaluait le degré de pénétration de l'Église dans les pays de mission. L'augmentation du nombre de prêtres servait à déterminer le progrès de l'Église. L'action des laïcs dans l'Église et dans le monde passait au second plan.

Les suites du synode

Un synode sur les laïcs sans les laïcs est un défi à relever. Les récents propos du pape aux États-Unis montrent qu'il ne faut pas trop espérer un changement dans la structure «clers-laïcs».

La co-responsabilité, mot à la mode dans l'Église des dernières années, sera précisée. On saura jusqu'où elle peut aller. Par exemple, la nomination des évêques demeurera-t-elle une forteresse où tout se déroule dans le plus grand secret? Pourtant, les évêques répètent qu'ils ne sont rien sans le peuple de Dieu qui leur est confié. Dès lors ce peuple n'aurait-il pas quelque chose à dire dans la nomination de ses évêques?

On ne peut prévoir les résultats du synode. Quoi qu'il en soit, les Canadiens qui ont été consultés par les évêques en vue de cet événement ont souhaité que, quels qu'en soient les résultats, il y ait des suites concrètes dans leur milieu.



Le prêtre occupe une place prépondérante dans l'Église catholique.

Commission parlementaire et libre-échange

Ceux qui savent ne parlent guère...

«Ceux qui savent ne parlent pas, ceux qui parlent ne savent pas.» C'est Jacques Parizeau qui l'a dit au deuxième jour de la commission parlementaire québécoise sur la libéralisation des échanges. Et le ministre Pierre MacDonald l'a plusieurs fois répété par la suite.



par
André FORGUES

A peu près tous les invités ont d'ailleurs eu la sagesse d'admettre que, dans une large mesure, ils parlaient sans savoir.

Sans savoir ce qui est véritablement sur la table des négociations entre Washington et Ottawa. Sans savoir ce qu'ont préparé (préparent, prépareront?) les gouvernements comme programmes d'adaptation de la main-d'œuvre et des entreprises qui risquent de souffrir de la conclusion d'un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Les invités de la commission et les députés libéraux et péquistes qui en sont membres ont exposé des vues bien divergentes au cours des quatre derniers jours. Et ce ne sont pas que les opinions ou même les analyses qui divergeaient mais aussi parfois les perceptions, sinon la compréhension même de ce qui se passe.

Existe-t-il vraiment aux États-Unis une volonté politique de conclure un accord de libre-échange avec le Canada?

En ce sens, l'exercice pédagogique que devait constituer ces audiences dans l'optique du gouvernement du Québec n'aura pas vraiment permis d'éclairer les Québécois.

Des consensus

Si l'on exclut les positions extrêmes comme celle de l'hyper-libre-échangiste Bernard Landry ou celle super-anti-libre-échange de la coalition syndicale, la première semaine des travaux de la commission a tout de même permis d'établir quelques consensus.

D'abord que la conclusion d'un accord n'entraînera ni une catastrophe, ni un essor économique extraordinaire. Il y aura des pertes

Quelque 27 experts et représentants de diverses organisations ont défilé au salon rouge de l'Assemblée nationale, cette semaine. A l'ordre du jour, les négociations sur le libre-échange. Pendant que les experts y livraient leur analyse, les porte-parole exprimaient, une fois de plus, leurs espoirs ou leurs angoisses. Une commission qui vient bien tard, ont-ils d'ailleurs souligné. Les audiences doivent prendre fin le 29 septembre, cinq jours seulement avant l'échéance fixée pour la conclusion d'un accord de principe entre négociateurs canadiens et américains. André Forgues y a assisté.



Brian Mulroney reste optimiste mais convient de plus en plus aisément qu'il reste peu de temps pour la conclusion d'une entente de libre-échange avec les États-Unis.

d'emplois, en nombre limité, dans certains secteurs économiques et, dans d'autres, des gains d'emplois qui seraient plus importants que les pertes sans toutefois faire du Québec un Klondike.

Deuxième consensus: même si une entente intervient, le Québec et le Canada devront se tourner également vers d'autres marchés internationaux. C'est d'ailleurs ce que propose de faire en priorité la coalition anti-libre-échange.

Et enfin qu'il est essentiel que l'accord laisse à l'État québécois la latitude nécessaire pour mettre les leviers de développement économique dont il dispose au service des entreprises d'ici qui voudront se lancer à l'assaut du marché américain. Ces leviers, ce sont des institutions comme la Caisse de dépôt et de placement et la Société générale de financement et des

moens fiscaux, comme le régime d'épargne actions.

Ce qui implique, bien sûr, que le gouvernement libéral ne démantèle pas davantage son «coffre d'outils», pour reprendre une expression du porte-parole péquiste Jean-Guy Parent.

Ce gouvernement qui, depuis deux ans, a comme politique de «réduire la taille de l'État» et de laisser le terrain à l'entreprise privée ne doit pas aller plus loin dans cette direction, ont prévenu plusieurs invités de la commission parlementaire cette semaine.

Car ces outils seront essentiels si un accord est conclu... et absolument essentiels si les négociations échouent puisqu'il faudra alors faire face au protectionnisme américain.

Le match politique

C'est là un élément que l'oppo-

sition péquiste a contribué à faire mettre en lumière, ces derniers jours, en interrogeant les invités qui défilaient au salon rouge. Sur le reste, M. Parent et ses collègues n'ont pas tellement marqué de points bien qu'ils aient aussi obtenus quelques appuis dans leur dénonciation du secret que le gouvernement maintient autour des fameux programmes d'adaptation.

Il est vrai que l'approche péquiste et l'approche libérale ne sont pas très différentes dans ce dossier, comme l'ont montré les déclarations d'ouverture de MM. Robert Bourassa et Pierre Marc Johnson, mardi.

Sauf sur l'agriculture, que le PQ veut voir totalement exclue du traité tandis que le gouvernement libéral préfère qu'on y touche «avec circonspection» sur certains aspects spécifiques.

Les péquistes en sont donc réduits à épiloguer sur les paroles trop «vagues» du premier ministre, comme l'a fait M. Johnson mardi, ou sur l'inquiétude que suscite chez M. Parent la discrétion du ministre Pierre MacDonald.

Le ministre, faut-il souligner, réussit mal à calmer ces inquiétudes, qu'elles viennent de M. Parent ou de certains invités de la commission. Son argument est bref: vous connaissez nos conditions pour accepter un accord, faites-nous confiance, nous n'oublions rien et nous ne céderons rien!

Pendant ce temps...

Et tandis que le spectacle attire les regards, loin dans les coulisses continue l'action véritable.

De rumeurs en spéculations, en

passant par un grand nombre de questions laissées sans réponse, la presse continue de faire couler de l'encre: ceux qui parlent ne savent pas...

Lundi dernier, les 11 premiers ministres du Canada se sont réunis une nouvelle fois. L'Ontarien David Peterson est sorti de cette rencontre en manifestant à nouveau son mécontentement sur la tournure des choses. Le premier ministre Brian Mulroney, lui, affirmait que si, le 5 octobre, l'entente conclue par les négociateurs ne le satisfait pas, il laissera purement et simplement tomber ce projet dans lequel il a politiquement tant investi.

M. Bourassa, de son côté, admettait candidement (!) qu'il fallait maintenant s'en tenir à une attitude stratégique. Cette fois, personne ne pourra lui reprocher de ne pas faire preuve de transparence.

Le temps passe rapidement et les obstacles demeurent nombreux, disait lundi M. Mulroney. Pourtant, les négociateurs canadiens et américains ne se sont pas rencontrés cette semaine. Washington n'était pas prêt à revenir à la table, dit-on. Une réalité qui semble bien contredire les discours sur l'état d'urgence...

Les pourparlers doivent reprendre lundi, dans la capitale américaine, entre les deux équipes de négociations. Pour deux jours, peut-être plus... On est encore bien loin d'un rythme de marathon comme c'est pourtant l'usage quand approche la minute de vérité d'une négociation.

Cette minute viendra pourtant. On dit que Robert Bourassa s'y prépare, retranché dans son bureau, en lisant des masses de documents et en multipliant les coups de fil.

Quelles concessions le porte-parole américain Peter Murphy viendra-t-il à arracher aux «méchants» sénateurs protectionnistes? Que dira le «villain» David Peterson au terme du prochain «slides show» du négociateur canadien Simon Reisman?

Dans une négociation, il est courant que de chaque côté de la table se trouve un empêcheur de danser en rond qui, pour la partie d'en face, est celui qu'il faut infléchir. L'entente est à ce prix... et encore à portée de main.

Le reste, c'est du théâtre... ou de la stratégie.

Les informateurs de police

Un mal nécessaire?

Les informateurs de police, un mal nécessaire? Peut-être... Mais qui sont ces individus qui, moyennant rémunération, acceptent de mener double jeu? Comment choisit-on leurs cibles? Ces délateurs ne risquent-ils pas, à la limite, de devenir de véritables provocateurs ou tout simplement d'en ajouter pour justifier leur salaire? Louise Lemieux fait le point.

♦ Marc-André Boivin, 38 ans, est un permanent de la CSN depuis 1974. Et informateur de police depuis plus longtemps encore. Au service de la GRC à partir de 1972, il a naturellement changé de chapeau en 1984, au moment de la création du SCRS, le service canadien du renseignement de sécurité.



par
Louise LEMIEUX

Marc-André Boivin a admis tout bonnement son rôle d'agent double, lors de son témoignage, en juillet, à l'enquête préliminaire de ses anciens collègues et amis Arsène Henry et Gérard Thériault. Mardi dernier, le solliciteur général, James Kelleher confirmait aux Communes, le rôle de Marc Boivin au sein du SCRS: Boivin est un informateur, une source, mais pas un agent du SCRS. D'après les «sources» de Radio-Canada, Boivin aurait bénéficié d'un salaire annuel variant entre \$10 000 et \$30 000, payé comptant et non imposable.

Le solliciteur-général s'empresse d'ajouter que jamais au grand jamais le SCRS n'oserait infiltrer un organisme démocratique. Tout ce que la loi permet de faire, c'est de surveiller des personnes qui travaillent au sein de tels organismes, précise Jean-Louis Ga-

gnon, porte-parole de l'agence. On n'infiltré pas l'organisme, mais on surveille des membres de l'organisme... Cherchez la différence.

Marc-André Boivin est un informateur de police, comme l'a été Carole Devault dans les années '70, au sein du FLQ. Comme l'a été, jusqu'à tout récemment Réjean Boutin, un jeune homme qui, pendant huit ans, a infiltré des groupes populaires de l'Outaouais pour le compte de la Sûreté du Québec. N'en pouvant plus de son rôle de taupes, mis à jour par ses compagnons, il a tout avoué à un journaliste du quotidien Le Droit il y a deux semaines. Depuis huit ans, les \$200 mensuels que lui octroyait la SQ en échange de ses renseignements arrondissaient ses fins de mois d'assisté social. Il surveillait les activités ainsi que les allées et venues des membres des groupuscules de la soi-disant gauche de la région de l'Outaouais.

Impossible d'évaluer le nombre d'informateurs qui, aujourd'hui encore, infiltrent moult organismes, pour le compte du SCRS, de la Sûreté du Québec, de l'armée.

Un mal nécessaire?

Les informateurs de police? Impossible de s'en passer! s'exclame le criminologue Jean-Paul Brodeur.

Chercheur et professeur à l'école de criminologie de l'université de Montréal, M. Brodeur s'intéresse particulièrement au phénomène des informateurs: de 1977 à 1980, il était consultant et porte-parole de la commission Keable

qui s'est penchée sur les opérations policières de la belle époque du FLQ des années 1970.

Il existe deux genres de criminalité, explique M. Brodeur, celle qui fait tort aux gens (les vols, les meurtres, les fraudes) et celle où la victime ne se plaint pas: pensons aux prostituées, aux consommateurs de stupéfiants, aux terroristes. «Lorsque la victime ne se plaint pas, il faut bien que quelqu'un dise à la police ce qui se passe», d'où la nécessaire existence de ces informateurs de police, estime M. Brodeur. «Dans ces domaines, les informateurs sont nécessaires, et je ne suis même pas sûr que ce soit un mal», affirme le criminologue.

Dans son rapport publié en 1981, la commission Keable cerne le genre de personnes qui sont les cibles préférées de la surveillance policière: l'individu déjà arrêté en rapport avec des activités terroristes demeure un risque perpétuel, celui qui fréquente des terroristes sera fiché lui aussi, un groupe, même pacifique, sera considéré à risque si certains de ses membres ont «des tendances violentes». «La plupart des gens qui sont fichés le sont pour des choses qu'ils ont dites et non pour des choses qu'ils ont faites. Ceux que leur profession amène à prendre fréquemment la parole - écrivains, journalistes, artistes, enseignants, permanents syndicaux - sont singulièrement vulnérables à des pratiques de surveillance pour lesquelles la dissidence en parole tend à être assimilée à l'infraction à l'acte», lit-on à la page 395 du rapport.

Informateur, oui, mais pas trop longtemps

Les problèmes avec les informateurs surgissent lorsqu'ils le demeurent trop longtemps, soutient le criminologue Brodeur. L'informateur infiltré depuis de nombreuses années dans un groupe marginal risque fort d'exagérer,

d'inventer, voire même de provoquer des incidents terroristes. C'est une question de sous: l'informateur est payé en autant que l'information fournie est intéressante. Des exemples? La bande à Baader, suggère M. Brodeur. De terroriste qu'il était, ce groupe a «verti» avec les années. Mais la police allemande a mis beaucoup de temps à comprendre que les intérêts de la bande tiraient dorénavant plus du côté du Parti vert que de la gauche violente; à cause, justement, des informations qui lui venaient de ses informateurs.

Plus près de nous, il y a Carole Devault. Au début, l'informatrice Devault n'était qu'une «oreille» au sein du FLQ, se rappelle Jean Keable. Mais, après maints témoignages à huis clos, le commissaire Keable a dû se rendre à l'évidence: Carole Devault a, sinon monté de toutes pièces, du moins fortement encouragé le vol de la caisse d'un bingo dans le sous-sol de l'église Sainte-Catherine à Montréal. L'informatrice minimisait pourtant son rôle lorsqu'elle informait son contrôleur de ce vol à venir.

«Un informateur qui est longtemps dans le même groupe continuera de présenter le groupe comme dangereux, même s'il s'est redéfini», constate M. Brodeur.

De là à dire que Marc Boivin, informateur de la police depuis 15 ans au sein de la CSN, directeur de grève par surcroît, a été l'instigateur des projets de placer des bombes dans les établissements de Raymond Malenfant, il n'y a qu'un pas... que Jean-Paul Brodeur refuse de franchir. Tout est possible... même gagner à la loterie, fait-il, pour expliquer que les chances que Boivin ait été un provocateur sont aussi bonnes que celles de ne l'avoir pas été.

L'angoisse de la double loyauté

«Contrairement à ce qu'on pense, l'informateur n'est pas une personne qui a la trahison dans le



Marc-André Boivin («walkie-talkie» à la main), au cœur de la double allégeance, au cours d'une manifestation à la Davie.

sang. La double loyauté envers son contrôleur policier et envers l'organisme qui l'engage est un véritable problème pour lui. Certains informateurs sont des gens tourmentés», explique M. Brodeur.

Le fait que Marc-André Boivin ait attendu l'explosion de la bombe à Chicoutimi avant de dénoncer la CSN démontre selon le spécialiste que l'informateur pouvait souffrir de cette angoisse de la double loyauté, estime M. Brodeur. Mais encore là, ce ne sont que spéculations.

La poursuite criminelle dont fait l'objet Marc Boivin et la sentence

d'emprisonnement qu'a demandée le procureur de la Couronne surprennent énormément le criminologue. «C'est rare que des «sources» soient poursuivies par la police. De façon générale, on s'arrange pour qu'elles jouissent de l'immunité», fait M. Brodeur.

Marc Boivin aura la vie dure en prison, prédit Jean-Paul Brodeur. Qu'un informateur vive dans le milieu de la drogue ou dans le milieu syndical, cela ne fait pas de différence. Pour un détenu, «un stool, c'est un stool». Et dans le milieu carcéral, c'est un genre de personnage qu'on n'aime pas tellement.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur: JACQUES-G. FRANCOEUR
 Éditeur adjoint et rédacteur en chef par intérim: GILBERT ATHOT
 Président et directeur général: PAUL-A. AUDET
 Directeur de l'information: GILBERT ATHOT
 Vice-président et trésorier: CHARLES-A. POULIN
 Directeur de l'éditorial: JACQUES DUMAIS

Maitres et valets au Manoir

♦ C'était prévisible, l'homme d'affaires Raymond Malenfant, sa famille et son entreprise viennent d'inscrire en Cour supérieure une poursuite en dommages et intérêts contre la Confédération des syndicats nationaux (CSN), son président et deux de ses permanents objets d'accusations devant les tribunaux.

par **Martine CORRIVAUT**



Ce nouveau chapitre qui s'ajoute à l'abracadabrante histoire de la vente d'un hôtel prestigieux, niche dans un site exceptionnel du comté de Charlevoix, ne va certes pas mettre fin à la guerre d'usure que se livrent, depuis presque deux ans, l'acheteur et la CSN qui représente les anciens employés de l'établissement.

Mis en vente par le gouvernement québécois à l'automne 1985, le Manoir Richelieu est passé à la famille Malenfant peu après l'élection de décembre de la même année, pour un peu plus d'un demi-million de dollars. Des rénovations s'imposaient mais pour obtenir l'aubaine, les acheteurs durent s'engager à offrir d'abord les emplois aux gens de Charlevoix.

La demande du syndicat qui souhaitait une clause protégeant son accréditation obtenue en 1978, auprès des anciens locataires, fut ignorée dans l'acte de vente signé en avril 1986. Le recrutement du personnel, fait sur une base individuelle, provoqua alors manifestations de mécontentement, interventions policières dramatiques, requêtes devant les tribunaux et tout le reste.

Selon ses propriétaires, le Manoir Richelieu achève une bonne saison, malgré le bruit qui a entouré les drames des derniers mois. La CSN a vainement tenté d'amener le public à boycotter les lieux. La peur d'être mêlé à des incidents regrettables n'a pas, non plus, éloigné le client: un barrage légal assure le calme dans un périmètre précis autour de l'établissement.

Hier discret et évasif, le maître des lieux est devenu visible et bavard. L'homme d'affaires fait la page couverture des magazines, recueille un prix touristique et achète un autre hôtel en difficulté, le Fort Garry de Winnipeg, dans des conditions comparables à celles qui lui ont apporté le Manoir.

Aujourd'hui, il opte pour le rôle de victime et profite d'informations glanées lors de la comparaison des informateurs de police. Les contestations syndicales ont coûté à lui et aux siens, perturbations, angoisses, stress et dépenses supplémentaires, il réclame donc compensation et punition de ceux qu'il juge responsables de ses malheurs. Bonne manière de distraire l'attention face au ralentissement saisonnier des opérations qui va entraîner une centaine de mises à pied parmi les 380 employés actuels du Manoir.

♦ ♦ ♦

Dans toute cette affaire, les tribunaux se contentent d'appliquer la lettre de la loi. La CSN livre bataille au nom du droit des travailleurs de protéger leur emploi. M. Malenfant invoque celui du propriétaire de mener son entreprise comme il l'entend. Et le gouvernement québécois s'en lave toujours les mains, espérant que l'on oublie son insouciance dans ce dossier.

Le jusqu'au-boutisme de la poignée des anciens employés syndiqués qui attendent toujours fait mal. Ceux-là n'ont pas les moyens d'entamer des poursuites contre les responsables de leurs malheurs. De quel droit les deux puissances qui s'affrontent les gardent-elles en otage? Eux tiennent le coup, pour ne pas avoir attendu tout ce temps inutilement. Les jeux sont pourtant faits depuis un moment: pourquoi n'ose-t-on pas avouer que pour eux, la bataille est perdue?

De temps en temps, des groupes de syndiqués viennent, en voyage organisé dans Charlevoix, manifester un appui moral à ces symboles de la lutte ouvrière, ces victimes du «capitalisme sauvage» devenus des héros de la cause. Pourtant, pour la masse des gens, c'est l'autre, le patron, qui est devenu victime, héros de la libre entreprise. Par la faute des mauvais stratèges qui n'admettent pas leurs erreurs ou celle des individus qui ont succombé à la tentation de la violence aveugle.

Dans l'Ouest on a prévenu le patron québécois qu'il devra traiter avec le syndicat et on espère qu'il se conduira en être civilisé. Comment pourrait-il alors ne pas le faire ici?

À Montréal, Gerald Larose a annoncé à ses troupes qu'il poursuit le combat et reste prêt à diriger l'armée des travailleurs CSN. Malgré la dynamique guerrière qui s'est installée dans ce conflit, ne peut-on pas espérer, pour le bien commun, qu'il se souvienne qu'il n'y a pas de honte, pour un général habile, à reconnaître qu'il a perdu une bataille, histoire de gagner la guerre? ♦

AD LIB Querelles de clochers

♦ Si vous passez par Baie-Saint-Paul, arrêtez-vous droit devant l'église paroissiale et regardez bien les deux clochers qui flanquent la façade...



par **Paul LACHANCE**

Ça fait bien cent ans que je passe dans le coin. Mais c'était la première fois, cet été, que je remarquais qu'il y en avait un plus court que l'autre. Il est vrai que j'avais fait de l'hôpital et que je voyais encore tout croche. Alors, je me suis dit: passons, ça doit être encore mes yeux...

Et j'ai fait mine de rien devant ma bourgeoisie. Surtout que, quelques minutes auparavant, sur le bateau-passeur de l'île-aux-Coudres, j'avais aperçu une femme avec la tête rasée.

— T'es coque-l'oeil en pas pour rire, avait ricané ma bourgeoisie, c'est une femme avec un mouchoir de tête marron...

Mais je me suis arrangé pour reposer par là. J'adore ce pays enchanteur, comme disent les guides touristiques. Et il y avait encore mon problème de clo-

chers. Mais, cette fois-là, j'ai remarqué qu'il y en avait un plus long que l'autre. Alors, je me suis dit: ça marche vraiment mal...

Et j'ai décidé encore une fois de ne pas mettre ma bourgeoisie au courant de ma découverte pour le moins insolite. Pour tout dire, je craignais qu'elle se fasse des mauvaises idées sur ma santé mentale et pense que ma tête fonctionnait encore à cloche-pied...

Non mais, on sait jamais. Imaginez un peu si on finit par découvrir qu'en réalité les deux clochers sont de la même hauteur, pour qui je peux passer dans l'esprit de ma bourgeoisie...

Prenez le grand physicien Galilée. Il avait bien affirmé que la Terre tournait. Et, juste pour ça,

il a bien failli passer au feu devant l'Inquisition. C'est vrai qu'en sortant du tribunal, il a murmuré: «Et pourtant, elle tourne». Mais il avait bien en belle, la Terre tournait quand même.

Tandis que moi, j'étais loin d'être sûr de mon coup. La première fois, j'avais vu un clocher plus long que l'autre. J'aurais dû voir normalement la même chose les deux fois que j'étais passé. D'autant plus que j'étais passé à la même place...

Il fallait donc retourner là-bas. D'ailleurs, c'est pas difficile, tu n'as qu'à parler d'aller à l'île-aux-Coudres. Et, en revenant, j'ai pris soin de stopper la voiture sur le petit pont, bien droit devant l'église...

— Regarde bien l'église, que j'ai fait à ma bourgeoisie, tu vois rien qui cloche?

— Bien sûr, qu'elle a répondu, ça se voit comme un trou dans le mur, il y a un clocher qui est plus gros que l'autre... ♦

DIMANCHE

Guy MASSICOTTE



♦ Le signataire de l'éditorial de demain, à l'invitation du SOLEIL, est Guy Massicotte, ex-recteur, historien et professeur à l'université du Québec à Rimouski (UQAR); il traite du développement régional qui se porte bien au Québec, malgré un financement laissant grandement à désirer. Notre collaboratrice, Nicole Beaulieu, se penche, elle, sur la signification sociale et humaine des petites annonces de rencontres dans les journaux dont le nôtre. De son côté, notre editorialiste Raymond Giroux rend compte de la lecture de deux volumes sur la Chine des «incertitudes». Enfin, VOTRE PAGE présente plusieurs réactions du public à la «Radio-Cannibale» de l'animateur André Arthur et au sujet des mauvais traitements infligés aux animaux par des humains de la grande région de Québec. ♦

VOTRE OPINION

Un bijou à retrouver

(Lettre adressée à notre collaboratrice Nicole Beaulieu, à propos de sa chronique du dimanche 6 septembre intitulée: Le dimanche est propice aux escapades...)

♦ Nicole, ne vous en faites pas: votre nouvelle adresse est déjà mémorisée et mon assiduité vous est acquise. Je suis convaincue qu'il en va de même, pour vos «réguliers du samedi».

Votre billet est un bijou de spontanéité, un bouquet d'humour, que j'ai bien du plaisir à retrouver chaque semaine (même si ma robe de chambre n'est pas bleue).

Nicole, que vos craintes se dissolvent. Avec le talent que vous avez, *L'Air du Temps* n'est pas près de cesser de passer. Merci, pour le bon moment hebdomadaire. ♦

Lucine Tanguay Québec

Lisons le dimanche

(En réponse aux inquiétudes de la journaliste Nicole Beaulieu...)

♦ Quel plaisir de retrouver le billet *L'Air du Temps* dans mon grand journal du dimanche! Moi qui craignais qu'il fut suspendu; un heureux retour de vacances quoi!

Loin de moi l'idée de contester les chiffres du tirage des éditions du samedi et du dimanche. Mais, chère Nicole, il n'y a pas que la

quantité. Et la qualité, alors? Les lecteurs du dimanche auront peut-être plus le goût et le loisir de se gâter en lisant de délicieuses chroniques, telles que la vôtre, que ceux de la veille, qui sait? Votre journée-type du samedi, Nicole, n'est pas particulière à toutes les familles, croyez-moi. Ah! le dimanche, jour de repos...

Un article bien conçu et de surcroît agréable à lire a sa place n'importe quel jour de la semaine, soyez-en assurée.

Merci, continuez votre beau travail pour que nous puissions vous lire encore longtemps. Et que vienne vite dimanche prochain... ♦

Denyse Legaré Québec

Cours de français

♦ Je tiens à vous dire le plaisir que j'ai éprouvé en voyant le cours de français offert dans votre journal. Je trouve ça bien et pertinent.

Par la même occasion, je veux vous dire que j'apprécie l'imagination du service des ventes. Je vois que vous déployez beaucoup d'imagination pour vendre votre journal. Je pense au journal pendant les vacances des abonnés, à celui qui va toucher une clientèle étudiante, de personnes âgées, etc. Je vous encourage à poursuivre.

Je termine en vous disant qu'il manque la clientèle des gens instruits (universitaires). Je voudrais bien vous soumettre une idée. Je n'en ai pas pour le moment. ♦

Irèna Girard Québec



SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE

Le Grand Jacques parla et la lumière fut...

par **J-Jacques SAMSON**



♦ Les nouveaux députés libéraux qui n'avaient jamais assisté à une de ses représentations étaient beats.

On aurait pu entendre une mouche, pendant la leçon, lorsque de façon théâtrale, la tête basse, les yeux mi-clos, les mains jointes, il feignait quelques secondes de réflexion avant de répondre à une question benigne du ministre Pierre MacDonald.

Même l'attachée de presse de Pierre Marc Johnson était encore «fascinée», trois heures après la performance de Jacques Parizeau.

Le magicien est revenu au Parlement, mercredi, et a été fidèle à sa réputation: il a servi un spectacle haut en couleurs, tout en séparant, du haut de sa chaire, l'ivraie et le bon grain dans tout ce qui a été dit et écrit sur le libre-échange depuis un an.

Il y avait d'ailleurs quelque chose d'incongru dans le seul fait de recourir aux Parizeau et Landry à titre de gourous, ce qui montre l'ampleur de la comédie politique. Pendant dix ans, les libéraux ont dénoncé l'incompétence des ministres péquistes en matière économique; ils les accusaient d'être de mauvais gestionnaires, conspuaient Jacques Parizeau qui avait fait grimper le déficit de \$650 millions à \$3,1 milliards, de 1975 à 1985...

Mercredi, on lui vouait le respect dû à un ayatollah!

Invité personnellement par Robert Bourassa, il n'a pas manqué de faire la morale au gouvernement libéral pour avoir donné l'impression de se fier des programmes de recyclage, d'aide aux entreprises et à la main d'œuvre, advenant un traité de libéralisation des échanges.

«Monsieur», comme on l'appelle toujours au Parlement, a aussi prévenu l'équipe ministérielle qui se vante depuis son élection de laisser les milieux d'affaires mener leur barque, d'être non-interventionnistes par rapport à leurs prédécesseurs, qu'ils devront in-

tervenir: les entreprises éplorées leur tomberont dans les bras.

Le gouvernement devra alors avoir des outils d'intervention, des programmes de soutien aux entreprises et aux travailleurs. M. Parizeau reprend ce que s'extenuait à faire comprendre le critique péquiste Jean-Guy Parent, sans que personne n'écoute trop. «Monsieur» a fait les manchettes.

Le ministre Pierre MacDonald a demandé toute la semaine aux invités à la commission parlementaire d'avoir la foi: il ne peut rien révéler mais il assure que le gouvernement du Québec a tout prévu et sera prêt, même s'il prône depuis 1985 le désengagement de l'État.

La commission parlementaire en cours à Québec se révèle finalement un exercice très utile, même s'il est évident que le gouvernement Bourassa ne sera pas influencé par ce qu'il s'y dit. Il est trop tard.

Par contre, quand presque tous les intervenants lui reprochent de ne pas avoir été consultés, il y a six mois, ou de ne pas publier les études qu'il possède, la population peut enregistrer que les façons de faire ont été incorrectes.

Quand des porte-parole d'associations de gens d'affaires montrent leur inquiétude d'ignorer complètement ce qui les attend, ils apportent des nuances aux prises de position «jusqu'au boutistes» de leurs Chambres de commerce ou du Conseil du Patronat, contrôlés depuis vingt ans par les mêmes personnes, aussi radicales, et prévisibles, que les leaders syndicaux d'en face.

Quand l'ex-directeur du cabinet de M. Claude Ryan, Pierre Pettigrew, maintenant directeur des services internationaux chez Samson, Bélair, vient allumer une lumière rouge, cela devrait inquiéter un peu les Québécois.

Il soutient qu'il n'existe aucune volonté politique aux États-Unis pour un accord. C'est seulement Ronald Reagan qui désire cette plume à son grand chapeau avant sa retraite prochaine.

M. Pettigrew a aussi dégonflé le mirage du marché de 230 millions de clients éventuels pour nos entreprises. Il y a bien peu de choses que les américains ne produisent pas et à de meilleurs coûts que nous, d'où l'importance

de choisir des créneaux et de les développer.

Le gouvernement Mulroney a, de plus, mal négocié: il a aboli le programme national de l'Énergie, l'agence de tamisage des investissements et tous les autres irritants pour les Américains, avant même les présentes négociations. Dans la dernière phase, très politique, des pourparlers, au niveau de MM. Reagan et Mulroney, ce dernier devra en mettre beaucoup sur la table pour arracher un accord auquel il tient mordicus pour des raisons électorales.

M. Pettigrew, un libéral pur, a invité M. Bourassa à beaucoup de prudence, comme une large majorité d'invités, même s'il s'est associé à son ami Brian depuis l'entente du Lac Meech.

La deuxième leçon de cette semaine, c'est que le pauvre Pierre-Marc, pour qui le morné train train politique est bien ennuyant, souffre mal la comparaison, dans l'esprit des nostalgiques, lorsque le Grand Jacques participe au spectacle du Grand Robert au Parlement. ♦

Rapport sur l'Irangate: Reagan a été manipulé par des subalternes

♦ WASHINGTON (NYTNS) - Un rapport préliminaire de la commission mixte du Congrès sur le scandale de l'Irangate conclut que l'objectif primordial derrière les ventes répétées et secrètes d'armes à l'Iran était le désir de certains responsables de l'administration Reagan d'obtenir des fonds pour les rebelles nicaraguayens, selon plusieurs membres de cette commission.

Au cours d'entrevues accordées jeudi, ces parlementaires ont ajouté que le rapport affirme que le président Ronald Reagan, en approuvant ces ventes d'armes, espérait obtenir la libération d'otages américains au Moyen-Orient. Ils ont précisé que le rapport conclut que le président Reagan a été manipulé par un certain nombre de ses conseillers qui voulaient à tout prix aider les contras à un moment où le Congrès avait interdit toute aide militaire aux rebelles nicaraguayens.

Selon ces sources, le rapport déclare que les responsables qui auraient ainsi manipulé le président sont le vice-amiral John Poindexter, l'ex-conseiller présidentiel pour les questions de sécurité nationale, le lieutenant-colonel Oliver North, qui



Le trio qui aurait induit en erreur Reagan: William Casey, John Poindexter et Oliver North.

était l'un de ses subalternes, et feu William Casey, l'ex-directeur de la CIA.

Les parlementaires croient que c'est pour cette raison que ces hommes ont insisté pour que les ventes d'armes à l'Iran continuent alors que le secrétaire d'Etat George Shultz et le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger s'y objectaient avec vigueur.

Ces sénateurs et représentants, dont la plupart ont requis l'anonymat, ont dit qu'ils avaient vu le pre-

mier brouillon du rapport qui doit être rendu public à la fin du mois prochain.

Le rapport préliminaire, qui fait quelque 1,000 pages, a été remis jeudi dans le plus grand secret aux enquêteurs du Congrès. Ceux-ci ont jusqu'au 28 septembre pour l'amener avant sa publication.

Selon le sénateur républicain du New Hampshire Warren Rudman, vice-président de la commission d'enquête du Sénat, ce rapport, qui contient une chronologie détaillée

des événements ainsi qu'un certain nombre de recommandations, devrait permettre d'établir « l'histoire complète » du scandale de l'Irangate et de résoudre un certain nombre de points litigieux. Toutefois, il a admis qu'un bon nombre de questions demeuraient sans réponse. Il n'a pas voulu dire lesquelles mais un autre législateur a dit que la principale question non résolue demeurait le moment où le président Reagan a réellement appris le détournement vers les contras des profits découlant des ventes d'armes à l'Iran.

POUR MIEUX CONSOMMER...

Un guide "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection du consommateur.

LE SOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

ACHAT SPÉCIAL!



SEULEMENT 5,95\$ CHACUN

Élegants verres à pied européens de Colony Glass

Vous pourrez donner à votre table l'élégance continentale pour un prix remarquablement modique, grâce à notre achat massif spécial. Ces ravissants verres sont tous soufflés à la bouche, avec pieds étirés, et finis à la main. Jusqu'à épuisement des stocks actuels — seulement 6,49 \$ chacun. Hâtez-vous, ne risquez pas d'être déçus!

jusqu'au 3 oct. ou jusqu'à épuisement des stocks

Renaud & cie

Ouvert du lundi au vendredi, de 9h à 17h; jeudi jusqu'à 21h; samedi, de 9h30 à 16h30

82, rue St-Paul - 692-0144

La maison de la vaisselle à Québec

LES BOURSES RICHARD J. SCHMEELK (CANADA)

L'objectif des bourses Richard J. Schmeelk (Canada) est double:

- améliorer la compréhension mutuelle des anglophones et des francophones au Canada;
- améliorer les relations entre le milieu gouvernemental et le monde des affaires.

VALEUR DE LA BOURSE: 15 000 \$ par année pour 1 ou 2 ans

CHAMPS D'ÉTUDES

Les bourses seront accordées à des candidats qui poursuivent des études au niveau de la maîtrise dans des domaines reliés aux objectifs de la bourse.

CANDIDATS

Les candidats doivent être citoyens canadiens ou immigrants reçus; la préférence sera accordée aux candidats ayant trois années consécutives d'expérience dans le monde des affaires ou du gouvernement. Les candidats francophones doivent s'inscrire à l'Université Western Ontario alors que les candidats anglophones doivent s'inscrire à l'Université Laval.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

Candidats francophones:	Candidats anglophones:
Dean of graduate studies	Directeur de l'École des gradués
The University of Western Ontario	Université Laval
London, Ontario	Pavillon Jean-Charles-Bonenfant
N6A 5B8	Québec G1K 7P4
Tel.: (519) 661-2102	Tel.: (418) 656-3949

Annonce publiée et payée par la direction des Bourses Richard J. Schmeelk (Canada)

RICHARD J. SCHMEELK CANADA (FELLOWSHIPS)

The purpose of the Schmeelk Canada Fellowships is two-fold:

- To improve understanding between French-speaking and English-speaking candidates;
- To enhance working relationships between the business community and government in Canada.

VALUE OF FELLOWSHIP: \$15,000 per annum for 1 or 2 years

FIELDS OF STUDY

Candidates may choose field of study at Master's level.

CANDIDATES

Candidates should be Canadian citizens or landed immigrants, preferably with three consecutive years experience in either business or government. Francophone candidates must enroll at the University of Western Ontario. Anglophone candidates at Laval University.

FOR COMPLETE DETAILS

Francophone Candidates:	Anglophone Candidates:
Dean of graduate studies	Directeur de l'École des gradués
University of Western Ontario	Université Laval
London, Ontario	Pavillon Jean-Charles-Bonenfant
N6A 5B8	Québec G1K 7P4
Tel.: (519) 661-2102	Tel.: (418) 656-3949

This advertisement is published and paid for by the Richard J. Schmeelk Canada Fellowships

Pour une retraite active



Venez rencontrer le recordman de courses d'endurance, Phil Latulippe, au Salon des Aînés de Québec. Il vous racontera, à travers ses exploits, l'importance d'une retraite active.

Cette deuxième édition du Salon des Aînés de Québec se tient au Centre municipal des Congrès de Place Québec, du 22 au 27 septembre.

C'est un rendez-vous à ne pas manquer. Quelque 130 exposants y seront pour vous conseiller dans la préparation d'une retraite active. A toutes les heures, d'intéressants conférenciers se succéderont. Enfin, de nombreux prix seront attribués, tels des week-ends de rêve et un voyage pour deux aux Bahamas.

L'admission est de \$3. Billets en vente aux AGENCES de voyages Sears de Place Fleur de Lys et Place Laurier. Ou à l'entrée du Salon des Aînés dès 13h, le mardi 22 septembre.

le **salon** des aînés de Québec

22 au 27 septembre

Centre municipal des Congrès Place Québec

Desjardins

LES MERCRÉDIES DES Aînés

PLACE FLEUR DE LYS

CENTRE MUNICIPAL DES CONGRÈS

PATHONIC

Télé 4

CRC 80

LE SOLEIL

FRAIS • FONCTIONNEL

À VOIR À VIVRE

L'Heureuse Alternative à Ste-Foy présente une allure rajeunie, plus fonctionnelle agréement de plus de 65 magasins et boutiques toujours à la recherche du petit quelque chose de différent!

Gros, moyen ou petit, chaque marchand se veut à la hauteur de ce nouveau visage. Vous aussi vivez l'événement.

L'HEUREUSE Alternative

À STE-FOY

place des **XXXX** quatre-bourgeois

angle Chemin des Quatre-Bourgeois et boulevard Duplessis

LE MONDE

Jean-Paul II affronte les doléances d'une laïque

♦ SAN FRANCISCO (AP,AFP) - Vingt-quatre heures après avoir été l'objet de manifestations d'activistes homosexuels, le pape Jean-Paul II a été contesté hier par une femme qui, en des termes polis mais clairs, lui a fait part du désir de changements des laïcs américains.

«Même si je sais que l'Église n'est pas une démocratie gouvernée par le vote populaire, je m'attends néanmoins à être traitée comme une personne adulte, éduquée et responsable», a déclaré Mme Donna Hanson, présidente du Conseil consultatif de l'épiscopat américain.

Mme Hanson et un autre laïc, M. Patrick Hughes, avaient été invités à s'adresser au pape lors d'une réunion de 3.000 laïcs à la cathédrale St. Mary.

«Habitée comme je le suis au dialogue, à la consultation et à la collaboration, je n'ai pas toujours le sentiment d'être entendue», a dit Mme Hanson, ajoutant que l'Église devait faire plus pour rejoindre les femmes, les homosexuels, le clergé



Mme Donna HANSON

«inactif» (les prêtres mariés), les divorcés et les gens de toutes les races.

«Ne pas pouvoir remettre des choses en question, ne pas être impliquée dans un processus de compréhension équivalent à m'enlever ma dignité comme personne et mes droits que m'accorde la société», a aussi dit Mme Hanson.

De son côté, M. Hughes, qui travaille pour l'archidiocèse de San Francisco, a abordé la place du rôle des femmes dans l'Église en demandant que le «sexisme soit rejeté

parce qu'il constitue un péché.» Sans réclamer de façon explicite l'ordination des femmes, il a déclaré: «Il faut plus pour réaliser l'égalité des femmes et le temps pour le faire n'est pas illimité.»

La réponse du pape à ces doléances a été marquée de fermeté. Il a réaffirmé le rejet de la contraception et de l'indissolubilité du mariage ainsi que l'impossibilité de donner la communion aux divorcés remariés.

Après la rencontre avec les laïcs, le pape a parcouru les rues de San Francisco dans sa papamobile ou comme la foule, évaluée à 50.000 personnes, était décevante comme ce fut le cas à plusieurs autres endroits de sa tournée américaine.

Jean-Paul II est arrivé en fin de soirée à Detroit, au Michigan, où il doit rencontrer aujourd'hui la très importante communauté polonaise de la région.

En soirée, le pape se rendra au Canada, où il rencontrera brièvement des Indiens demain à Fort Simpson (Territoires du Nord-Ouest), avant de regagner Rome. ●



Jeudi soir, à la Mission Dolores de San Francisco, le pape a pris dans ses bras Brendan O'Rourke, un enfant de cinq ans souffrant du sida à la suite d'une transfusion de sang contaminé. Le garçon et une soixantaine d'autres victimes de la terrible maladie ont alors été présentés au pape.

Les contras libèrent 80 prisonniers

♦ LIBERIA, Costa Rica (AP) - Les rebelles nicaraguayens ont transporté hier par avion 80 de leurs prisonniers de guerre dans ce pays neutre où ils leur ont rendu leur liberté. Toutefois, seulement 18 des ex-prisonniers ont déclaré qu'ils voulaient retourner au Nicaragua. Les dirigeants des contras ont déclaré qu'ils avaient libéré ces prisonniers sept semaines avant la date prévue par l'accord régional de paix afin de démontrer leur bonne volonté et leur intention de se conformer aux dispositions de l'entente. Une liste des prisonniers (78 hommes et deux femmes) indique que la plupart avaient été capturés cette année et en 1986 bien qu'un ait été détenu depuis 1984.

Découverte

PERTH, Australie (AFP) - Des chercheurs australiens ont accompli un important progrès dans la recherche d'un traitement contre le simple rhume, en identifiant un facteur commun à différentes formes de cette affection, a annoncé Perth Neville Wran, le responsable de l'organisation pour la recherche industrielle et scientifique du Commonwealth (CSIRO). Selon M. Wran, cette découverte pourrait aider les chercheurs à mettre au point un vaccin efficace contre toutes les formes de rhume. ●

Appâté

WASHINGTON (AFP,AP) - C'est lui promettant de la drogue et des femmes que des agents du FBI ont réussi à attirer Fawaz Younis, le Libanais de 28 ans accusé jeudi à Washington de détournement d'avion, sur un yacht qu'il avait loué en Méditerranée, a indiqué hier une source gouvernementale. Les agents lui avaient dit qu'il recevrait une importante quantité de drogue qu'il aurait pu revendre. A Beyrouth, Nabih Berri, chef de la milice chiite Amal à laquelle appartient Younis, a dénoncé hier l'arrestation de son compatriote, disant qu'il s'agissait d'une acte de piraterie... Younis était le chef du commando qui avait détourné un Boeing 727 jordanien sur Beyrouth en 1985. Les passagers et membres d'équipages avaient été gardés en otages durant 24 heures et l'avion détruit. ●

CRC RADIO CLINIQUE



Pour mieux vous informer sur vos questions de santé écoutez Radio Clinique animée par le Docteur Pierre-Julien Houde et son équipe complète de spécialistes;

du lundi au vendredi, de 13h30 à 15h00

CRC LE NO 1 DE L'INFORMATION

HOTEL CHATEAU MONT SAINTE-ANNE

FORFAIT RÉUNIONS D'AFFAIRES
Jusqu'au 15 novembre 1987

75.00 \$
Par personne, occupation double

30,00 \$ supplémentaire, occupation simple

Incluant:
• hébergement;
• 3 repas par jour;
• 2 pauses café;
• salle de réunion;
• équipement de base;
• taxe et frais de service.

UNE MONTAGNE DE PLAISIRS À DÉCOUVRIR

Brisez la routine!
Tenez vos réunions d'affaires au coeur d'un des plus beaux centres de villégiature du Québec.

POUR INFORMATION ET RÉSERVATION:
communiquez avec le service commercial:
Hôtel Château Mont Sainte-Anne
500, boul. Beau-Pré
Beau-pré (Québec) G0A 1E0
Tél.: (418) 827-5211
de l'extérieur de Québec:
1-800-463-4467
Télex: 051-3803

AMEUBLEMENT DE BUREAU LA CAPITALE
(418) 527-2593 687-2316

Bureaux 24' x 42' 135\$ ch.
Bibliothèque 55' h 120\$ ch.
Table téléphone 80\$ ch.
Rabais de 40% à 50% sur surplus en inventaire

● Spéciaux de la rentrée jusqu'au 30 septembre 1987.
● Maintenant ouvert le samedi, de 10h à 16h

1100, rue Vincent-Massey, Parc industriel Saint-Malo

MAINTENANT MULTI-PROTEC
TYPIQUEMENT QUÉBÉCOIS
(autrefois les locaux de Perma-Shine, 4910, boul. Pierre-Bertrand nord, Québec)

AUTREFOIS 622-1520
MAINTENANT POUR NOUS JOINDRE 623-8166

NOUS VOUS OFFRONS TOUS LES MÊMES SERVICES ET ENCORE PLUS

ANTIROUILLE GARANTIE de 10 ans Pour votre voiture neuve seulement — Base de cire pénétrante — Aucune odeur — Aucun coulage	ANTIROUILLE GARANTIE de 5 ans Voiture neuve seulement — Graisse de graphite — Aucune odeur — Aucun coulage Voiture d'occasion, un suivi de 5 ans	ANTIROUILLE DURABILITÉ 2 ans — Huile — Caoutchouc — Amiante	SPÉCIAL D'AUTOMNE \$90 DE RABAIS SI VOUS VOUS PREVALEZ DE: — Traitement Multi-Protec — Traitement anti-tache — Traitement antirouille 10 ans ou 5 ans
---	--	---	--

(Inspection annuelle et retouches si nécessaire GRATUITES)

TOUJOURS LE MÊME PERSONNEL

MAURICE GIBSON (Gérant général) DORIS DIONNE (Département traitement de peinture) DENIS DUBOIS (Département antirouille)

Important: la Cie Traitement Dobé Inc., qui faisait affaire sous la raison sociale Perma-Shine, oeuvre présentement sous la bannière Multi-Protec et honorera toutes les garanties données antérieurement sous la bannière Perma-Shine

MULTI-PROTEC
Québec: 4910, boul. Pierre-Bertrand nord
NOTRE NOUVEAU NUMERO: **623-8166**
Rimouski: 215, rue Belzile 722-9699
Chicoutimi: 25, rue Neron 543-6383

Les excuses de Chevardnadze ne suffisent pas

♦ WASHINGTON (AP) - Le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze a offert ses excuses hier au sujet de l'incident survenu la veille en Allemagne de l'Est quand des soldats soviétiques ont ouvert le feu et blessé un soldat américain.

Toutefois, le Pentagone a décidé qu'il continuerait d'exiger d'autres explications sur cette agression. Le militaire a subi une blessure superficielle au bras.

Robert Sims, porte-parole du Pentagone, a refusé d'écarter la possibilité que les Etats-Unis prennent d'autres « actions » en rapport avec cette affaire.

Lors de sa conférence de presse à l'ambassade soviétique de Washington, Chevardnadze a admis que des militaires soviétiques avaient ouvert le feu sur le véhicule de deux militaires américains postés au bureau de liaison militaire en Allemagne de l'Est. Toutefois, Chevardnadze a dit les deux parties en cause avaient mal agi.

Sims a catégoriquement écarté cette assertion disant que les Américains ne se trouvaient pas dans une zone interdite, que les Soviétiques leur avaient tiré dans le dos avec une arme automatique et que les deux militaires n'avaient rien à se reprocher.

Chevardnadze a soutenu que les deux Américains étaient « très

près » d'une zone interdite aux membres des missions militaires étrangères. « Ils prenaient des photos d'avions militaires soviétiques et faisaient de l'écoute radio et électronique près d'une base militaire soviétique », a ajouté le ministre.

Chevardnadze n'a pas affirmé, toutefois, que les Américains avaient pénétré dans la zone interdite et n'a pas expliqué pourquoi, à son avis, ils étaient partiellement responsables de ce qui était arrivé.

Sims a admis que les deux Américains, un capitaine et un sergent dont les noms n'ont pas été divulgués, se trouvaient près d'une base militaire soviétique.



J'entends!

Pia Jeffrey, de Sydney, en Australie, est devenue hier le premier enfant né sourd à pouvoir entendre après avoir reçu un implant cochléaire. Sur la photo, on constate l'expression de joie de la petite fille de six ans quand son « oreille bionique » a fonctionné pour la première fois, hier.

Hémophiles et diabétiques pourraient être soignés avec des greffes de peau

♦ WASHINGTON (AFP) - Le traitement de maladies comme le diabète et l'hémophilie pourraient être facilité grâce à des greffes de la peau permettant au malade de sécréter des protéines thérapeutiques, selon un article publié hier dans le journal Science.

Selon des chercheurs de l'Institut Whitehead pour la recherche biomédicale et de l'école médicale de Harvard, cette technique, utilisée exclusivement sur des animaux pour l'instant, permet de cultiver des protéines productrices de gènes sur des greffes de peau développées en laboratoire comparables à celles qui sont actuellement utilisées pour traiter les grands brûlés.

« La possibilité de produire par sécrétion des protéines à partir d'une greffe de la peau va dépendre non seulement de leur synthétisa-

tion dans la greffe mais aussi de la vitesse à laquelle elles sont capables de pénétrer dans le flux sanguin pour atteindre l'organe visé », écrivent ces chercheurs.

Actuellement, ce genre de protéines est extrait de tissus humains et animaux ou bien produit par alteration génétique de bactéries. Leur réintroduction dans l'organisme demande non seulement une intense purification mais suppose également qu'elles soient injectées en permanence pour avoir un effet thérapeutique.

Avec cette nouvelle technique, précisent les chercheurs, des gènes n'existant pas au préalable pourront être introduits par l'intermédiaire de virus dans des cellules cutanées développées en laboratoire, ce qui permet de soigner beaucoup plus efficacement à long terme certaines maladies génétiques.

Un coffre-fort attrape-voleur

♦ JOHANNESBURG (AFP) - Un entrepreneur sud-africain a commencé à exporter un coffre-fort qui prend au piège un voleur dès qu'il y met la main.

Son inventeur est Kevin Pearman, un homme d'affaires de Johannesburg.

« Quand un voleur, a-t-il expliqué, tente d'attraper quelque-chose à l'intérieur, un mécanisme se déclenche, lui prend le poignet et se bloque, de façon que le voleur ne peut se dégager, même à l'aide d'un outil. Et plus il essaie de s'en sortir, plus le piège se resserre ».

Pearman a ajouté avoir vendu 1,200 coffres depuis son lancement il y a quatre mois, et expédie plusieurs exemplaires en Europe, en Australie et en Amérique.

FORMATION CHARLAND INC.

présente à nouveau un

SÉMINAIRE SUR LA CRÉATIVITÉ

le 29 septembre 1987

au Château Bonne-Entente, à 19 heures.

Venez vivre une expérience unique!

Comme le nombre de places est limité, réservez tôt.

Faites parvenir votre nom et votre numéro de téléphone, de même qu'un chèque au montant de 45\$ à:

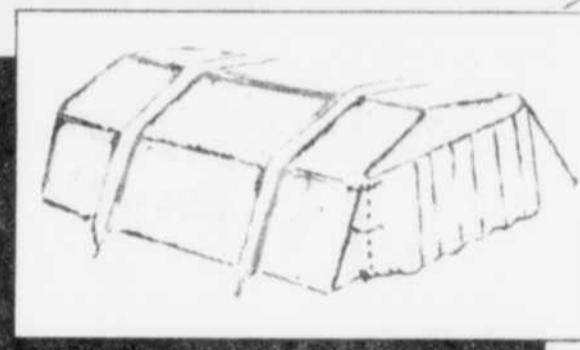
FORMATION CHARLAND INC.

3645, Terriot, Québec, QC G2E 3T1

Tél.: 872-1242

FINI LE PELLETAGE!

ACHETEZ NOS GARAGES EN TOILE OU EN TISSU SYNTHÉTIQUE



FABRICANT DE:

- Garages en toile synthétique ou de coton
- Portiques d'entrée de maison
- Corridors de 3, 4 ou 5 pieds de largeur
- Spécialiste en toile de camion, filet et bâche
- LIVRAISON INCLUSE DANS LA REGION.
- ESTIMATION GRATUITE POUR TOUTES LES GRANDEURS DESIRÉES.

683-1958

LES INDUSTRIES QUÉBEC LTÉE T.A.G.

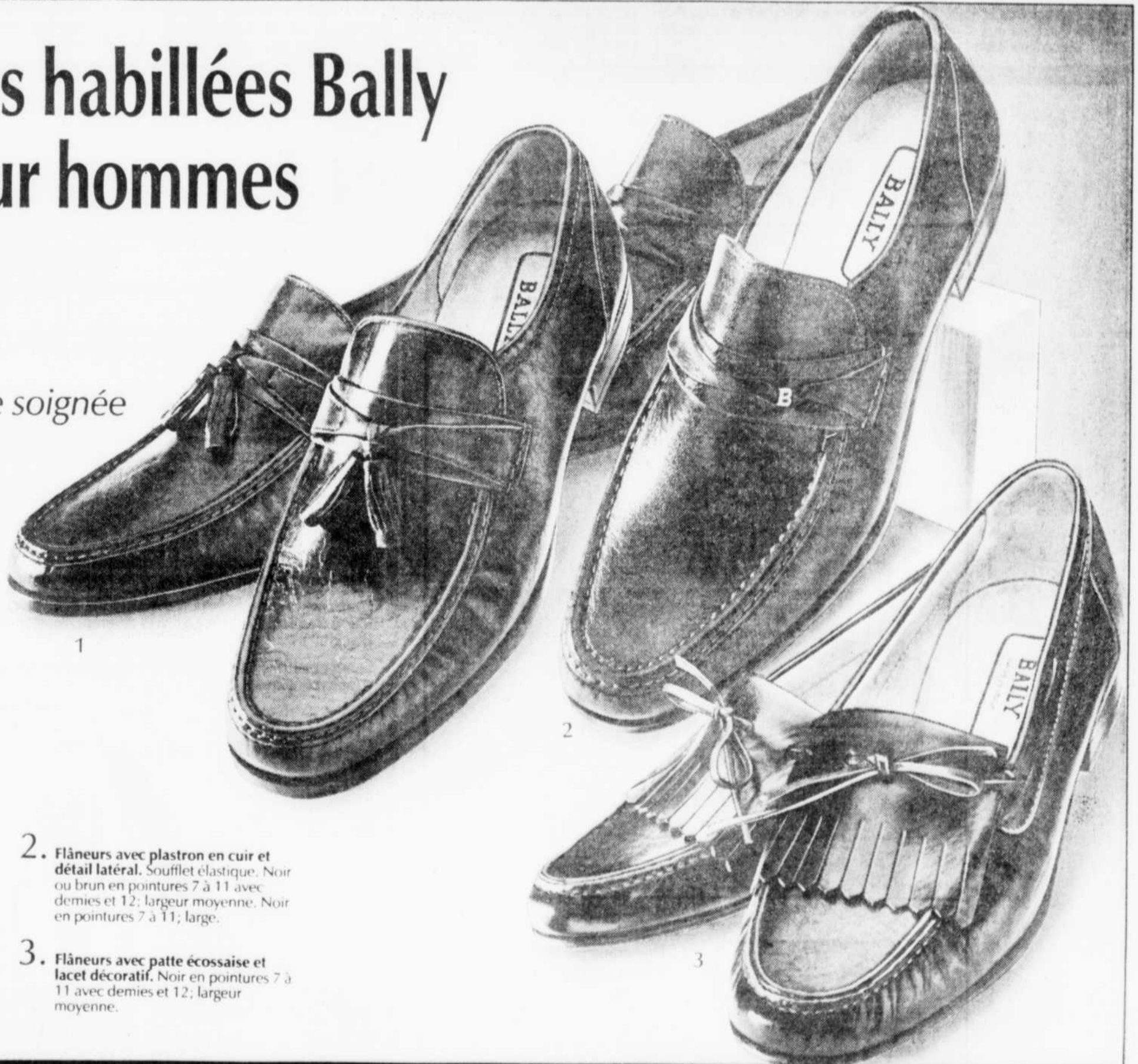
2800, boul. Hamel ouest, Québec G1P 2J1

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au mercredi: 8h à 17h
Jeudi et vendredi: 8h à 21h
Samedi jusqu'à midi

Chaussures habillées Bally en cuir pour hommes

89⁹⁹ la paire

Fabrication italienne soignée et prix spécial Eaton



L'Italie a acquis dans le domaine du travail du cuir une réputation enviable. Des articles de grande qualité et d'une élégance caractéristique sortent des ateliers italiens, telles ces chaussures habillées Bally... C'est l'heureux résultat d'une tradition d'excellence qui ne se dément pas. Eaton est maintenant fier de vous présenter l'élégance et la qualité Bally à prix exceptionnel.

Tige souple en cuir qui épouse la forme de votre pied avec l'usage. Semelle de grande qualité qui laisse toute liberté de mouvement à vos pas.

Construction "Tru-Mocc" qui sied bien.

Ces caractéristiques sont synonymes de confort.

Empeigne cousue main ajoute à cette allure distinguée, le nom Bally.

1. Flâneurs avec plastron et pampilles. Soufflet élastique. Noir en pointures 7 à 11 avec demies et 12; largeur moyenne. Noir ou brun en pointures 7 à 11; large.

2. Flâneurs avec plastron en cuir et détail latéral. Soufflet élastique. Noir ou brun en pointures 7 à 11 avec demies et 12; largeur moyenne. Noir en pointures 7 à 11; large.

3. Flâneurs avec patte écossaise et lacet décoratif. Noir en pointures 7 à 11 avec demies et 12; largeur moyenne.



COIFFURE 7
VOUS OFFRE SANS
RENDEZ-VOUS
PRIX AVANTAGEUX
PRODUITS DE QUALITÉ
ET SERVICE PROFESSIONNEL
Eaton Place Sainte-Foy
653-9331, poste 258



Credit accepte avec la carte Eaton



Les 2000 American Express, Visa et MasterCard sont aussi disponibles pour les transactions

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

GALERIES CHAGNON 833-7744 PLACE STE-FOY 653-9331 GALERIES DE LA CAPITALE 627-5811

LE MONDE

L'accord touche 6 pour 100 des armes nucléaires

♦ WASHINGTON (AP) - L'accord de principe intervenu hier sur l'élimination éventuelle des missiles de portée intermédiaire n'aura que peu d'impact dans la course aux armes nucléaires.

Les experts évaluent à 6 pour 100 le nombre des ogives nucléaires dans le monde qui seront détruites avec l'application de l'accord.

De plus, ils affirment que la conclusion de l'entente aura pour effet d'augmenter le nombre des armes nucléaires sur le continent européen ou dans les mers environnantes.

Les missiles intercontinentaux, les bombardiers chargés de missiles de croisière, les sous-marins armés de missiles et les armes nucléaires tactiques (à courte portée) ne feront que prendre la relève, soulignent-ils.

La course continue

De plus, la volonté du président Reagan de continuer d'aller de l'avant avec son programme d'initiative de défense stratégique et l'existence des 308 nouveaux missiles soviétiques sol-air pointés vers les Etats-Unis prouvent que la course aux armements nucléaires est bien loin d'être terminée.

D'ailleurs, le secrétaire américain à la Défense Caspar Weinberger a annoncé hier l'accélération de six programmes distincts de recherches de l'IDS.

De plus, deux points majeurs quant à l'accord intervenu reste à régler: soit la calendrier d'élimination des missiles INF et les moyens qui seront utilisés pour vérifier leur disparition.

Tant en Europe qu'aux Etats-Unis, les parlementaires ont noté que la procédure de vérification serait une question cruciale. Aux Etats-Unis, des membres du Congrès ont dit que sans de bonne garanties le traité pourrait ne pas être ratifié par le Sénat.

D'autre part, deux tendances existent au sujet de la rapidité avec laquelle devraient être éliminés les INF. L'Union soviétique souhaiterait

que les missiles disparaissent le plus rapidement possible tandis que du côté occidental on préfère plutôt que le processus d'échelonner sur trois, quatre ou même cinq ans afin que les forces du Pacte de Varsovie ne puissent profiter de leur avantage marqué au chapitre des armes conventionnelles.

De son côté, le général John Chain, chef du Commandant aérien stratégique américain (SAC), a indiqué que le Pentagone, convaincu qu'un accord soviéto-américain renforcerait l'OTAN à renforcer ses capacités militaires conventionnelles, pourrait assigner de vieux bombardiers B-52 à la défense de l'Europe tout en les maintenant basés aux Etats-Unis.

Le général Chain a indiqué qu'un tel plan avait le soutien de l'Etat-major et des commandants des forces de l'OTAN en Europe.

Les B-52 du SAC seront progressivement remplacés par les nouveaux bombardiers B-1B et, dans les années 1990, par les bombardiers « invisibles » Stealth. ●



Le président Reagan, hier matin à la Maison-Blanche, a annoncé l'accord de principe sur l'élimination des missiles INF qui conduira à la tenue d'une réunion au sommet avec le leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Sommet à l'automne

♦ WASHINGTON (AFP/AP) - Le président des Etats-Unis Ronald Reagan et le secrétaire général du parti communiste soviétique Mikhaïl Gorbatchev, se rencontreront cet automne aux Etats-Unis pour signer un traité éliminant les missiles nucléaires à portée intermédiaire (INF).

C'est le président Reagan lui-même, rayonnant, qui l'a annoncé hier matin à la Maison-Blanche, au lendemain de trois jours de négociations intenses entre le secrétaire d'Etat américain George Shultz et le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze.

Ces négociations, qui s'étaient poursuivies jusque dans la soirée de jeudi alors qu'elles devaient initialement se terminer vers l'heure du déjeuner, ont permis de régler « toutes les questions de principe », a indiqué M. Shultz au cours d'une conférence de presse.

De son côté, lors d'une conférence de presse à l'ambassade soviétique de Washington, le ministre Chevardnadze s'est réjoui de ce « succès pour toute l'humanité » de l'accord de principe et a invité les Etats-Unis à négocier l'élimination d'autres types d'armes nucléaires.

Reagan a précisé hier que Shultz et Chevardnadze se rencontreront le mois prochain en Union soviétique pour déterminer l'agenda du sommet et en déterminer la date. Dans sa déclaration, Reagan a dit que le sommet aurait lieu « plus tard cet automne ». Par la suite, Reagan et Shultz ont précisé que le sommet aurait bel et bien lieu aux Etats-Unis.

Le dernier sommet américano-soviétique aux Etats-Unis avait eu lieu en 1973 quand le président Richard Nixon s'était entretenu avec Leonid Brejnev.

Le sommet Reagan-Gorbatchev, que l'on pense devoir se tenir à Washington, sera le troisième entre les leaders des deux superpuissances. Les deux hommes se sont déjà rencontrés deux fois mais en terrain neutre: une première fois à Genève en novembre 1985, une deuxième fois à Reykjavik, en Islande, en octobre 1986.

Shultz a expliqué au cours de sa conférence de presse que l'accord ne prenait pas en compte les 72 fusées Pershing 1-A appartenant à la RFA, qui avaient constitué une pierre d'achoppement des négociations au cours des derniers mois. Le sort de ces fusées sera réglé sur la base de l'engagement pris le mois dernier par le chancelier Helmut Kohl, c'est à dire qu'elles ne disparaîtront qu'après le démantèlement des missiles INF américains et soviétiques. Leurs têtes nucléaires américaines réintégreront alors l'arsenal américain et seront détruites « de la même manière » que les autres ogives INF, a-t-il précisé.

Il a ajouté qu'avant de détruire ses ogives, chaque pays pourra en retirer les matières fissibles et les systèmes de guidage.

Shultz a souligné qu'aussi satisfaisant que soit l'accord, la route du désarmement reste longue. « Nous avons encore beaucoup de travail à faire au delà de l'accord sur les INF », a-t-il dit.

L'accord de principe annoncé hier porte sur l'interdiction de la possession par les Etats-Unis et l'URSS de missiles ayant une portée comprise entre 500 et 5,000 kilomètres. A ce titre, l'URSS devrait détruire 462 missiles dirigés contre l'Europe Occidentale et 221 autres dirigés contre la Chine et le Japon. Les Etats-Unis de leur côté élimineraient 332 missiles, basés actuellement en Grande-Bretagne, en RFA, en Italie et en Belgique. ●

Le monde occidental se réjouit

♦ PARIS (d'après AFP) - Les capitales du monde occidental, à l'exception de Paris qui reste sur la réserve, ont salué comme un événement historique et porteur d'espoirs pour la paix mondiale l'accord de principe sur l'élimination totale des missiles intermédiaires.

C'est « un formidable accomplissement » a déclaré le secrétaire au Foreign Office sir Geoffrey Howe pour qui la signature à venir d'un tel accord « diminuera les risques de conflit dans le monde » et permettra « d'accroître la confiance entre l'Est et l'Ouest ».

A Bonn, le chancelier Helmut Kohl a souligné la « contribution décisive » de la RFA qui a renoncé à la modernisation de ses missiles Pershing éliminant ainsi un obstacle pour les Soviétiques.

Pour le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Elleman-Jensen, président de la CEE, il s'agit d'un événement « historique » car « c'est la première fois qu'un accord est réalisé sur le démantèlement de toute une catégorie d'armes ».

Au Japon, un porte-parole du gouvernement a salué cette « bonne nouvelle » en souhaitant que l'accord sur les INF soit suivi « d'une substantielle réduction » des armes stratégiques à longue portée.

La France s'est tenue à l'écart de ce concert de louanges. Le premier ministre Jacques Chirac a estimé que les discussions américano-soviétiques ne devaient pas « détourner la France du renforcement de ses propres moyens de dissuasion nucléaire, pour autant que les au-

tres ne feraient pas disparaître les leurs ».

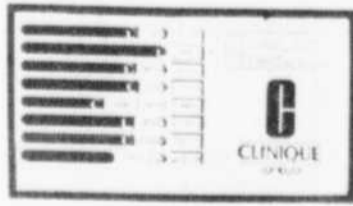
L'opinion de Clark

A Ottawa, le ministre canadien des Affaires extérieures Joe Clark a dit que l'accord de principe intervenu constituait une « percée historique ». Il s'est également félicité de la décision des deux pays de reprendre leurs négociations en vue de parvenir à une interdiction des essais nucléaires, précisant qu'il s'agit « d'un domaine dans lequel le Canada pourrait avoir un important rôle à jouer parce que, a-t-il expliqué, nous sommes parmi les meilleurs experts du monde dans les techniques de vérification ».

Le Canada offrira ses services aux deux superpuissances dès lundi à New York, a ajouté le ministre. ●

CLINIQUE CHEZ EATON

POUR VOUS...



Une prime par personne.
L'offre est en vigueur jusqu'au 3 octobre 1987

Découvrez la clé du démaquillage facile et recevez "Les petits passe-partout"!

Grâce au nouveau démaquillant soluble Clinique pour les yeux, donnez à votre visage une petite attention de plus. Obtenez une jolie prime par surcroît...

Le démaquillant soluble Clinique pour les yeux est sensationnel pour les petites retouches d'après-midi ou pour faire disparaître les traces de larmes. Le soir, il peut vous débarrasser rapidement du maquillage de jour! Humectez-en une boule d'ouate, un peu d'eau et vous êtes prête pour aller dormir... ou pour un nouveau maquillage plus soir. Démaquillant soluble Clinique pour les yeux; 120 ml

14⁵⁰ ch.

Prime:

À l'achat d'un produit Clinique d'une valeur de 15.00 ou plus, obtenez "Les petits passe-partout", sans frais supplémentaires.

L'ensemble comprend: Crème extrême, 7 ml; savon facial doux, 40 g; lotion clarifiante 2; rouge à lèvres différent; mascara à brosse "Glossy Black".

Faites aussi faire votre analyse d'épiderme Clinique, sans frais supplémentaires



EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

GALERIES CHAGNON 833-7744

PLACE STE-FOY 653-9331

GALERIES DE LA CAPITALE 627-5811

EATON
CREDIT

Credit accepté avec la carte Eaton

AMERICAN EXPRESS

Visa, MasterCard et American Express